

MINISTERE DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

**CONTRIBUTION DU MALI AU 5^{EME} FORUM POUR LE
DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (ADF V)**

16 – 18 NOVEMBRE 2006 A ADDIS ABEBA (ETHIOPIE)

SEPTEMBRE 2006

Sommaire :

Introduction

I - Etat des lieux

II - Organisation de la consultation nationale

2.1. Avant la consultation nationale

2.2. Pendant la consultation nationale

III – Résultats des travaux

3.1. Les jeunes et le développement économique

3.2. Les jeunes et le développement social

3.3. Les jeunes et le développement politique

3.4. La Charte Africaine de la Jeunesse

Conclusion

Introduction

En prélude à la tenue du V^{ème} Forum pour le Développement de l'Afrique (ADFV) prévu du 16 au 18 novembre 2006 à Addis-Abeba (Ethiopie), le Ministère de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec les Agences du Système des Nations Unies au Mali, a organisé les 14 et 15 septembre 2006 au Stade du 26 Mars, un Atelier de Consultation Nationale.

L'atelier a enregistré la participation des représentants des départements ministériels, du Système des Nations Unies au Mali, des Associations Organisations et Mouvements de Jeunesse et des Organisations Non Gouvernementales impliqués dans les questions de jeunesse.

L'atelier avait pour objectifs spécifiques de :

- identifier les défis majeurs et les meilleures politiques et stratégies susceptibles de les relever ;
- identifier des exemples de bonnes pratiques d'initiatives ;
- identifier des exemples de politiques et de stratégies inefficaces à abandonner ;
- définir ou redéfinir le rôle de la jeunesse ;
- identifier des exemples de bonnes pratiques de participation des jeunes et de partenariats entre les jeunes et les acteurs de développement ;
- s'approprier de la Charte Africaine de la Jeunesse.

Le présent document résume la contribution du Mali au V^{ème} Forum pour le Développement de l'Afrique avec comme thème : « **la jeunesse et le leadership au 21^{ème} siècle** ».

Il s'articule sur :

- l'état des lieux de la jeunesse au Mali
- les résultats des travaux.

I - Etat des lieux :

L'atelier s'est approprié du document qui a servi à l'élaboration de la Politique Nationale de la Jeunesse assortie d'un **Programme National de Promotion de la Jeunesse 2006-2008**, adopté par le Gouvernement en Conseil des Ministres le 11 janvier 2006.

La situation de la jeunesse a été analysée aux plans économique, de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle, du droit et de la vulnérabilité sociale.

II - Organisation de la consultation nationale :

La cinquième édition du Forum pour le Développement de l'Afrique avec comme thème : « **Jeunesse et Leadership au XXI^{ème} siècle** », sera organisée à Addis-Abeba (Ethiopie) du **16 au 18 novembre 2006** par la Commission Economique pour l'Afrique.

En vue de la préparation et de la réussite de ce forum, des ateliers nationaux de consultation sont organisés par les pays membres avec l'appui technique et financier des équipes-pays du système des Nations Unies.

2.1. Avant la consultation nationale :

Sous l'égide de l'UNICEF, plusieurs réunions ont eu lieu entre le Ministère de la Jeunesse et des Sports et les Agences du Système des Nations Unies au Mali.

Ces réunions ont permis d'atteindre les résultats suivants :

- une meilleure compréhension ;
- une définition des responsabilités des deux parties ;
- la mise en place d'un comité scientifique en vue de gérer consensuellement la consultation nationale sous la direction de l'UNESCO, Chef de file des Agences du Système des Nations Unies.

2.2. Pendant la consultation nationale :

L'atelier s'est tenu du 14 au 15 septembre 2006 au Stade du 26 Mars.

Ont pris part aux travaux :

- les membres du cabinet du Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- le Secrétaire Général de la Zone II du Conseil Supérieur du Sport en Afrique ;
- les représentants des départements ministériels impliqués dans les questions de jeunesse ;
- les représentants des Agences du système des Nations Unies (UNESCO, UNICEF, PAM, PNUD, BIT, UNFPA, OMS, ONUSIDA, FAO, Banque Mondiale) ;
- les représentants de la Direction Nationale de la Jeunesse et des services rattachés ;
- les membres du Bureau Exécutif National, des Coordinations Régionales et des Communes du District de Bamako du Conseil National de la Jeunesse du Mali ;
- les représentants des associations et structures partenaires impliquées dans les questions de jeunesse ;
- des personnes ressources.

2.2.1. De la cérémonie d'ouverture :

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous la présidence de Monsieur le Ministre de la Jeunesse et des Sports, en présence de son homologue de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, des représentants des départements ministériels, des Agences du Système des Nations Unies et de nombreux invités.

Trois interventions ont marqué cette cérémonie : l'allocution du Secrétaire Exécutif du Conseil National de la Jeunesse du Mali, l'allocution du représentant du Système des Nations Unies et le discours d'ouverture de Monsieur le Ministre de la Jeunesse et des Sports.

Le Secrétaire Exécutif du Conseil National de la Jeunesse du Mali s'est d'abord réjoui de la tenue de cet atelier qui traduit la volonté du Gouvernement à travers le Département de la Jeunesse et des Sports, d'apporter une contribution de qualité au 5^{ème} Forum pour le Développement de l'Afrique.

Il a souligné la détermination de la jeunesse malienne à œuvrer auprès du Gouvernement pour un développement durable du Mali.

Enfin, il a remercié le Ministre de la Jeunesse et des Sports pour son engagement à trouver des solutions aux multiples problèmes qui se posent à la jeunesse.

Le Dr Cyrille Niaméogo, Chargé du Bureau de l'UNICEF-Mali, et Coordonnateur par intérim des Agences du Système des Nations Unies au Mali, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a rappelé les objectifs de l'atelier, à savoir :

- identifier les défis majeurs et les meilleures politiques et stratégies susceptibles de les relever ;
- donner des exemples de bonnes pratiques et initiatives ;
- dégager les exemples de politiques et de stratégies inefficaces à abandonner.

Il a terminé son allocution en réitérant l'engagement du Système des Nations Unies à accompagner la participation du Gouvernement du Mali au 5^{ème} Forum pour le Développement de l'Afrique.

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, dans son intervention, a situé la rencontre dans son contexte à savoir, créer un cadre approprié pour débattre, analyser et proposer des stratégies concrètes reflétant la vision de la jeunesse malienne par rapport aux travaux du 5^{ème} Forum d'Addis-Abeba.

Il a poursuivi en demandant de traduire en faits concrets, le contenu de la Charte Africaine de la Jeunesse adoptée par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement en juillet – août 2006 à Banjul, et l'Adresse de la Jeunesse Africaine aux Chefs d'Etat et de Gouvernement lors du Sommet Afrique-France de décembre 2005 à Bamako.

Enfin, en se fondant sur la capacité d'analyse des participants, il les a invités à donner le meilleur d'eux - mêmes pour la réussite de l'atelier.

2.2.2. De la présentation de l'atelier et de la méthodologie de travail :

A la reprise des travaux, le **Comité Scientifique**, présidé par Monsieur **Kassoum Coulibaly** du Bureau UNESCO de Bamako, a dégagé la méthodologie suivante :

- présentation du programme de l'atelier, des thèmes et des sous-thèmes soumis à débats ;
- présentation des objectifs de la consultation ;
- évocation des mesures administratives pour un bon déroulement des travaux ;
- présentation du programme du 5^{ème} Forum pour le Développement de l'Afrique.

Des communications ont porté sur les trois thèmes de l'atelier ainsi que sur la Charte Africaine de la Jeunesse.

a) Jeunesse et Développement Politique :

Ce thème a été présenté par **Me Mamadou G. Diarra** qui s'est appesanti sur l'importance numérique de la population jeune (**60% de la population africaine**), ses atouts, ses forces et faiblesses.

Il a par ailleurs indiqué que les jeunes constituent :

- un groupe non homogène (diversité de provenance socio-économique et culturelle, individus des deux sexes, besoins et aspirations diversifiés) ;
- un groupe vulnérable (précarité, chômage, discrimination, conflits armés, SIDA, etc.) ;
- un groupe impatient, instable et rebelle (mutation, psychologique, physique, recherche d'identité, révolte.

Les atouts des jeunes de la diaspora doivent être capitalisés afin de contribuer positivement au développement de l'Afrique.

b) Jeunesse et Développement Social :

Mme Camara Nadia Biouélé dans sa communication, a évoqué le contexte du développement social et de la jeunesse en Afrique, l'implication de celle-ci dans le développement social et les moyens d'action dont elle dispose.

Elle a donné une définition des concepts jeunesse et développement social, et a établi une co-relation entre les deux concepts.

Elle a rappelé que la Charte Africaine de la Jeunesse définit le jeune comme un individu ayant un âge compris entre 15 et 35 ans. Quant au développement social, il représente l'ensemble des processus d'amélioration des conditions de vie et des potentiels individuels et collectifs.

La conférencière a souligné que l'implication de la jeunesse dans le développement social nécessite une vision participative et entière, une culture intergénérationnelle, la prise en compte de la dimension genre, la religion, l'urbanisme et le bénévolat.

c) Jeunesse et Développement Economique :

Mr. Mamadou N'DIAYE dans sa communication a fait l'état des lieux du développement économique en Afrique, la situation des jeunes et le rôle des jeunes dans le défi du développement. Selon lui, la situation socio-économique de l'Afrique est caractérisée par :

- une tendance à l'ouverture effrénée des marchés dans un contexte de commerce inéquitable ;
- le manque de compétitivité des entreprises et des structures productives ;
- les problèmes de gouvernance politique et économique ;
- le déficit dans la prise de conscience des enjeux.

Le conférencier a identifié des défis à relever que sont : l'éducation, l'emploi et l'immigration, l'initiative privée, les technologies de l'information et de la communication, le VIH/SIDA, l'environnement et le développement durable et l'implication institutionnelle des jeunes.

d) La Charte Africaine de la Jeunesse:

Mr. Mahamoud ARBY a fait une présentation de la Charte sur la base de ses trois chapitres :

- Le préambule :

Il définit le cadre juridique d'évolution de la jeunesse africaine à partir d'instruments législatifs et réglementaires internationaux. Il traduit la volonté des Etats membres de respecter la dignité humaine et les droits de l'homme ainsi que leur engagement à assurer le bien-être des couches vulnérables.

Il évoque enfin la volonté des jeunes à participer au développement du continent.

- Les droits et les devoirs :

La charte reconnaît un certain nombre de droits aux jeunes indispensables à leur promotion. Il s'agit, notamment : de la protection de l'environnement, des libertés d'association, d'expression, de circulation, des droits à l'éducation, à la formation, à la

santé, à la paix, à la sécurité, à la vie privée et aux loisirs ainsi que les droits des filles et des jeunes femmes.

- La vulgarisation de la Charte :

Elle doit s'opérer à l'aide d'une forte campagne de sensibilisation par l'ensemble des acteurs impliqués : pouvoirs publics, partenaires au développement ainsi que les jeunes eux-mêmes.

3 – De la constitution des groupes de travail :

Les participants furent repartis en trois groupes conformément aux trois thèmes de l'atelier à savoir :

- Groupe I : Jeunesse et développement économique ;
- Groupe II : Jeunesse et développement social ;
- Groupe III : Jeunesse et développement politique.

Les résultats des travaux de groupes ont fait l'objet de présentation et des débats en plénière à l'issue desquels dix huit (18) sous-thèmes prioritaires ont été identifiés à savoir :

1. éducation et préparation à la vie active ;
2. emploi et migration ;
3. esprit d'entreprise ;
4. technologie de l'information et de la communication (tic) ;
5. santé et vih / sida ;
6. environnement et moyens de subsistance durable ;
7. participation à la prise de décision concernant la politique économique nationale ;
8. culture et rapport inter- génération ;
9. religion ;
10. bénévolat et volontariat ;
11. sports et arts ;
12. identité et citoyenneté ;
13. diaspora ;
14. règlement des conflits ;
15. consolidation de la paix ;
16. participation à la vie politique et administrative ;
17. participation au développement durable ;
18. équité.

De ces sous – thèmes, les participants en ont retenu dix qui sont :

1. éducation ;
2. emploi et migration ;
3. santé et VIH/SIDA ;
4. environnement et moyens de subsistance durable ;
5. culture et rapports inter générations ;
6. religion ;
7. bénévolat et volontariat ;
8. consolidation de la paix ;
9. participation à la vie politique ;
10. équité entre les sexes.

III – Résultats des travaux :

3.1. Les jeunes et le développement économique

a) Education et préparation à la vie active

Les défis :

1. amélioration du taux d'alphabétisation ;
2. éducation pour tous ;
3. ajustement formations/potentialités économiques ;

Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) ;
2. privatisation de l'enseignement ;
3. implication des collectivités et des communautés ;
4. programme de volontariat ;
5. projet de consolidation de la formation professionnelle (FAFPA, UFAE, Observatoire de l'Emploi et de la Formation) ;
6. élaboration d'une politique nationale de la formation professionnelle.

b) Emploi et migration

Les défis :

1. réduction du chômage des jeunes ;
2. réduction du flux migratoire des jeunes

les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Agence pour l'Emploi des Jeunes (APEJ), Programme- Emploi-Jeunes (PEJ);
2. Programme National d'Action pour l'Emploi en vue de la Réduction de la Pauvreté (PNA/ERP) ;
3. Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) (appui à la pré insertion) ;
4. Fonds Auto-Renouvelable pour l'Emploi (FARE) ;
5. Camps Nationaux de la Jeunesse ;
6. Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ;
7. Unités de Formation et d'Appui aux Entreprises (UFAE)

c) Esprit d'entreprise

Les défis :

1. assainissement de l'environnement économique
2. promotion de l'initiative privée chez les jeunes

Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Bureau du Vérificateur Général ;
2. Pool Economique ;
3. Politique de la Promotion de l'Investissement des PME/PMI
4. Agence pour l'Emploi des Jeunes (APEJ)
5. Banque Régionale de Solidarité (BRS)/Banque Malienne de Solidarité (BMS)
6. Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE);
7. Micro Finances ;
8. Fonds d'Insertion des Jeunes (FIJ/CONFESJES).

d) Technologies de l'Information et de la Communication :

Les défis :

1. vulgarisation des TIC ;
2. facilitation de l'accès des TIC aux jeunes.

Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Agence des Technologies de l'Information et de la Communication (AGETIC)
2. Cybercafé dans les Maisons et Foyers des Jeunes ;
3. Les médias.

e) Santé et VIH/SIDA

Les défis :

1. promotion de l'éducation sanitaire des jeunes ;
2. diminution du taux d'infection du VIH/Sida chez les jeunes ;
3. réduction de la toxicomanie chez les jeunes.

Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Programme Décennal de Développement de la Santé (PRODESS)
2. Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA (HCNLS) ;
3. Projet Jeunes ;
4. Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE).

f) Environnement et moyens de subsistance durable :

Les défis :

1. protéger l'environnement (dégradation du couvert végétal, sols, ensablement des fleuves etc...) ;
2. amener les jeunes à compter sur leurs propres initiatives pour survivre.

Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Politique Nationale de Protection de l'Environnement ;
2. Signature et ratification de plusieurs conventions relatives à l'environnement.

g) Participation à la prise de décision concernant la politique économique nationale

Les défis :

1. implication des jeunes dans l'élaboration de la politique économique nationale ;
2. implication des jeunes dans la mise en œuvre des politiques et programmes de développement économique.

Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Programme National de Promotion de la Jeunesse (PNPJ) ;
2. Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali).

3.2. Les jeunes et le développement social :

a) Jeunesse, culture et rapports intergénérationnels

Les défis :

1. droit à l'habitat
2. droit à la terre de culture ;
3. faible pouvoir d'achat des jeunes ;
4. immigration ;
5. mariage précoce des jeunes ;
6. exode rural ;
7. drogue, alcool, prostitution ;
8. dépravation des mœurs.

Les solutions :

1. mise à la disposition et aménagement des terres de culture ;
2. création d'emploi, développement d'entrepreneuriat ;
3. strict respect des textes et lois en vigueur ;
4. large sensibilisation des jeunes (média), (revalorisation de la tenue vestimentaire) ;
5. création des centres d'écoute et d'orientation pour les jeunes ;
6. création des infrastructures culturelles et sportives.

b) Jeunesse et religion :

Les défis :

1. fatalisme ;
2. inégalité ;
3. l'endoctrinement des jeunes par les maîtres ;
4. le refuge des jeunes derrière la religion ;
5. la mendicité (les enfants de la rue) ;
6. la confusion entre la culture arabe et celle musulmane ;
7. la marginalisation des femmes relativement à des questions religieuses.

Les solutions :

1. religion facteur de lutte contre le VIH et les MST (fidélité, mariage) ;
2. assainissement et structuration de l'enseignement coranique ;
3. sensibilisation, conscientisation des jeunes aux principes de la religion ;
4. promotion de l'égalité entre homme et femme.

c) Jeunesse et bénévolat/volontariat

Les défis :

1. insuffisance d'éducation civique ;
2. tentation de gain facile ;
3. manque de don de soi.

Les solutions :

1. création du Corps des Volontaires pour la promotion sociale ;
2. sensibilisation des jeunes à l'effort ;
3. revalorisation du bénévolat au sein de la société.

3.3. Les jeunes et le Développement politique :

a) Les défis majeurs :

1. manque de confiance des décideurs à l'endroit des jeunes ;
2. exploitation des jeunes à des fins politiciennes ;
3. insuffisance notoire de formation politique ;
4. manque d'autonomie des jeunes ;

5. faible représentation des jeunes au niveau des instances de décision politiques et administratives ;
6. faible capacité d'organisationnelle des jeunes ;
7. faiblesse du leadership jeune.

b) Les meilleures stratégies politiques et initiatives existantes :

1. Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) ;
2. Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) ;
3. Parlement des Enfants ;
4. mise en œuvre du Programme National de Promotion de la Jeunesse ;
5. création du Programme National d'Education Civique ;
6. création de la Jeunesse des Partis Politiques (JPP).

c) Les pratiques à abandonner :

1. absence des jeunes au niveau de la Commission national électorale indépendante (CNI) ;
2. absence des jeunes de commission de distribution des logements sociaux.

d) La définition et du rôle de la jeunesse :

1. les jeunes doivent participer aux actions de développement ;
2. les jeunes doivent s'organiser et être avant-gardistes ;
3. les jeunes doivent évaluer les politiques mise en œuvre leur concernant ;
4. les jeunes doivent s'informer et communiquer entre eux pour mettre en synergie leurs actions ;
5. les jeunes doivent avoir l'esprit de créativité.

e) Des exemples de bonnes pratiques de participation des jeunes :

1. participation des jeunes des huit régions, du District de Bamako et du cercle de Kangaba à la construction de la Maison des jeunes de cette ville ;
2. signature de la convention de partenariat entre le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) ;
3. accompagnement du processus électoral à travers la caravane de sensibilisation et d'information de la population organisée en 1996 par les Clubs UNESCO du Mali ;
4. participation des jeunes à la lutte antiacridienne ;
5. caravane de reboisement de la CONJEDEV dans le cadre du co-développement ;
6. organisation par la jeunesse des Partis Politiques de gauche d'une campagne de sensibilisation des parlementaires UE-ACP par rapport à la dette, la paix et l'emploi ;
7. concertation du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (MATCL) et le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ) sur les Accords d'Alger.

Conclusion :

La tenue de la Consultation Nationale du Mali en prélude à la tenue du cinquième Forum pour le Développement de l'Afrique (ADF V) à Addis-Abeba, est l'aboutissement d'une synergie d'actions entre le Gouvernement du Mali, les Agences du Système des Nations Unies au Mali (UNESCO, UNICEF, PAM, PNUD, BIT, UNFPA, OMS, ONUSIDA, FAO, Banque Mondiale) et la jeunesse du Mali.

La participation des jeunes a permis de prendre en compte leurs besoins et aspirations en matière de développement de la jeunesse africaine.